

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'UE (SCEG) 29-31 octobre 2017, Tallinn

Informations de base

Session III: Une collecte efficace des impôts

Les autorités fiscales nationales collectent les impôts, fournissant aux gouvernements les ressources requises pour le financement des services et des biens publics. Par conséquent, l'objectif des autorités fiscales est de collecter l'intégralité des impôts aussi efficacement que possible. Une collecte efficace des impôts crée une solide base de recettes, qui permet au gouvernement de distribuer les biens publics.

Par ailleurs, le recours aux technologies modernes et l'émergence de nouveaux systèmes économiques (notamment des plateformes numériques, du e-commerce et de l'économie collaborative) poussent les gouvernements à étudier leur incidence sur la fiscalité et l'utilisation de ces technologies elles-mêmes afin d'améliorer l'efficacité et la productivité du travail des autorités fiscales. En d'autres termes, afin de tirer pleinement parti du potentiel généré par le développement de l'économie et de la technologie, les autorités fiscales nationales doivent s'adapter aux changements; et il existe un grand besoin pour une efficacité accrue.

En résumé, l'efficacité de l'administration fiscale signifie, entre autres choses, que la gestion de la collecte des impôts doit être la moins chère possible pour le gouvernement. En outre, il est essentiel que les systèmes fiscaux soient simples et stables. L'introduction des déclarations fiscales préremplies et l'utilisation des technologies modernes facilitent le paiement des impôts. En outre, les déclarations fiscales préremplies aident également à lutter contre l'évasion fiscale. La déclaration par des tiers est un autre élément important de l'efficacité de l'administration fiscale, et la communication sur la fiscalité est essentielle pour rendre la collecte des impôts plus efficace. Il est très important de promouvoir les avantages du respect des obligations fiscales, d'éduquer les contribuables sur les moyens de maîtriser ces obligations et d'augmenter la perception du risque de non-conformité. Toutes ces mesures améliorent la morale fiscale et contribuent à l'augmentation du niveau d'observation volontaire parmi les contribuables, ce qui permet aux autorités fiscales de concentrer leurs efforts sur les contribuables qui cherchent à échapper à l'impôt.

[Les informations comparatives sur l'administration fiscale](#) concernant l'OCDE ont été publiées en septembre 2017. Ce rapport met en évidence le changement nécessaire actuellement en cours dans l'administration fiscale, qui s'explique par l'utilisation des nouvelles technologies, ainsi que par l'emploi des outils et des données nouvelles afin d'améliorer l'efficacité de la collecte des impôts. Le recours aux outils modernes (le libre-service des contribuables, les canaux électroniques, la déclaration par des tiers, etc.) fournit aux autorités des moyens plus actifs pour gérer le risque de non-conformité et pour atteindre une conformité efficace à travers tout l'éventail de contribuables, y compris parmi les grandes entreprises contribuables, les petites et moyennes entreprises et les opérateurs de l'économie collaborative. En outre, à cause de l'évolution rapide du contexte international et l'expansion de nouveaux systèmes économiques, les autorités nationales sont plus ouvertes à une coopération internationale renforcée et plus intéressées par l'introduction des règles fiscales internationales.

L'économie collaborative propose un meilleur choix aux consommateurs et de nouvelles possibilités aux entrepreneurs. Elle s'est considérablement répandue ces dernières années. Par exemple, en 2015, les

revenus bruts des plateformes et des fournisseurs collaboratifs étaient estimés à 28 milliards d'euros dans l'UE. Cependant, une économie collaborative en expansion rapide représente un risque fiscal croissant. Les responsables politiques de l'UE font face à nombre de défis afin d'assurer une imposition juste et effective dans ce domaine. Autrement dit, l'économie collaborative a soulevé beaucoup de questions en matière de fiscalité. Différentes études ont mis en relief plusieurs questions relatives au respect des règles fiscales et aux mesures exécutoires dans les États membres: les difficultés liées à la détermination des contribuables et du revenu imposable, le manque d'information sur les fournisseurs des services, la pratique agressive de la planification de l'impôt sur les sociétés, les différences des pratiques fiscales à travers l'UE et l'insuffisance des échanges d'informations. Après avoir publié sa [communication sur l'économie collaborative](#) en juin 2016, la Commission européenne continue à surveiller activement le développement économique et juridique de l'économie collaborative.

Quelques points de discussion:

- 1) Quelles sont les meilleures pratiques en matière d'efficacité de l'administration fiscale dans votre pays?
- 2) Comment améliorer l'efficacité et la productivité du travail des autorités fiscales?
- 3) Quels sont les principaux défis de la mise en place d'une administration fiscale efficace?